



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

exportations

Question au Gouvernement n° 929

Texte de la question

TAXES DOUANIÈRES SUR LE ROQUEFORT

M. le président. La parole est à M. Philippe Folliot, pour le groupe Nouveau Centre.

M. Philippe Folliot. *Yes, he can !* Oui, il peut. (*Exclamations et rires sur de nombreux bancs.*) Oui, le président Barack Obama pourra, tout à l'heure, lors de son discours d'investiture, répondre à la lettre que je lui ai adressée (*Exclamations sur de nombreux bancs et applaudissements sur quelques bancs du groupe UMP*) pour dénoncer l'injuste, révoltante et scandaleuse décision de l'administration Bush visant à prendre en otage la filière roquefort en triplant les droits de douane dans le cadre du contentieux, opposant les États-Unis et l'Union européenne, sur l'importation de boeufs aux hormones.

En s'en prenant à cet emblématique fromage français, apprécié par les gastronomes et les gourmets du monde entier, l'administration américaine a voulu s'attaquer à un symbole, celui du savoir-faire ancestral et d'une production de qualité ancrée dans un territoire rural, fier de ses traditions. (*" Très bien ! " sur les bancs du groupe NC.*) Cette filière est un exemple en matière d'organisation professionnelle : une confédération regroupant, paritairement, producteurs de lait et transformateurs au coeur d'une région difficile. La décision américaine risque de porter un coup dur à la production qui sera fragilisée par la perte possible d'un débouché représentant 400 tonnes annuelles de roquefort achetées par les consommateurs américains.

Symbole contre symbole, n'y a-t-il pas lieu de réfléchir, par exemple, à une forte taxation sur l'importation en France et en Union européenne des concentrés du coca-cola produits aux États-Unis (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes NC et UMP*), symbole, s'il en est, d'une boisson uniformisée à l'échelle de la planète, potentiellement néfaste pour la santé et fabriquée par une multinationale aux méthodes et manières caricaturales ? (*Mêmes mouvements.*)

Monsieur le ministre de l'agriculture, j'associe à ma question nos collègues du " rayon " roquefort Alain Marc, député de l'Aveyron et Pierre Morel-à-l'Huissier, député de la Lozère, Robert Lecou et quelques autres. Au-delà des protestations de principe, nous souhaiterions savoir ce que le Gouvernement compte faire pour pousser la nouvelle administration américaine à plus de raison et la faire revenir sur une si injuste décision ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes NC et UMP.*)

M. le président. La parole est à M. Michel Barnier, ministre de l'agriculture et de la pêche.

Plusieurs députés du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche. Et du roquefort !

M. Michel Barnier, *ministre de l'agriculture et de la pêche*. Pour être tout à fait sincère, je ne suis pas sûr que le président Obama fera mention du roquefort dans son discours d'investiture ! (*Sourires.*) Cela étant, j'estime qu'avec vos collègues, vous avez raison de défendre ce fromage réputé, symbole d'une double exigence : la sécurité sanitaire de la production et la qualité alimentaire. Vous avez eu raison, monsieur le député, de dénoncer la mesure prise par l'ancienne administration américaine et, qui nous oblige à débattre de cette question le jour même où le nouveau président prend ses fonctions.

Nous regrettons évidemment cette décision. C'est la raison pour laquelle nous allons, avec la Commission européenne, introduire un contentieux devant l'OMC. Nous continuerons à défendre la promotion de ce fromage comme de bien d'autres, partout dans le monde.

M. Patrick Roy. Le roquefort, c'est bien, le maroilles, c'est mieux !

M. Michel Barnier, *ministre de l'agriculture*. C'est ainsi que le 15 décembre dernier, j'ai, avec mon homologue

australien, signé un accord visant à ouvrir le marché de ce pays au roquefort. (*Applaudissements sur les bancs du groupe NC.*)

La mesure de rétorsion américaine, assez médiocre, ne nous fera pas dévier d'un centimètre de la ligne que nous avons choisie avec les autres pays européens. (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes NC et UMP.*) Nous n'accepterons pas davantage l'importation de boeuf aux hormones. ("*Ah !*" sur de nombreux bancs.) L'Europe tient à son modèle alimentaire. Les Américains font ce qu'ils veulent chez eux. Quant à nous, nous ferons ce que bon nous semble chez nous pour préserver un modèle alimentaire, fondé sur une exigence de sécurité sanitaire rigoureuse vis-à-vis des consommateurs.

Enfin, monsieur Folliot, le 9 février, je m'entreprendrai personnellement à Washington, avec le nouveau ministre américain de l'agriculture à Washington, M. Tom Vilsack, de cette question. (*Applaudissements sur les bancs du groupe NC.*)

Données clés

Auteur : [M. Philippe Folliot](#)

Circonscription : Tarn (3^e circonscription) - Nouveau Centre

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 929

Rubrique : Commerce extérieur

Ministère interrogé : Agriculture et pêche

Ministère attributaire : Agriculture et pêche

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 21 janvier 2009

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 21 janvier 2009